

# **Commission paritaire des établissements et des services de santé.**

## ***Convention collective de travail du 10 février 2020***

### **Convention collective de travail du fixant l'instauration d'un règlement sectoriel de chèque-repas dans les établissements de prothèse dentaire.**

#### **CHAPITRE I – Champ d'application**

**Art. 1er** – La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs des établissements de prothèse dentaire qui ressortissent de la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

On entend par travailleurs, le personnel ouvrier employé masculin et féminin.

**Art. 2** - Les dispositions de la présente convention collective de travail fixent les règles applicables à tous les travailleurs et ne visent qu'à déterminer les conditions minimums, laissant aux parties la liberté de convenir de conditions plus avantageuses.

Elles ne peuvent porter atteinte aux dispositions plus favorables aux travailleurs, là où semblable situation existe.

**Article 3** – La présente convention collective est conclue sur base de l'article 19 de l'arrêté royal du 2 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Elle a pour objet de déterminer les modalités d'attribution des chèques-repas aux travailleurs visés par l'article 1<sup>er</sup>.

#### **CHAPITRE II – Intervention de l'employeur**

**Art. 4** – L'intervention de l'employeur est fixée à € 5,90 par chèque et la contribution obligatoire du travailleur s'élève à € 1,09 par chèque. La valeur nominale d'un chèque-repas s'élève par conséquent au minimum à € 7.

#### **CHAPITRE III – Modalités d'octroi**

**Art. 5** – Le nombre de chèques-repas octroyés chaque mois à chaque travailleur est déterminé sur base du nombre de jours que le travailleur a effectivement presté au cours de chaque mois calendrier et ce quel

que soit la durée de ses prestations journalières.

**Art. 6** – Les chèques-repas sont remis par l'employeur au travailleur en une seule fois au cours des premiers quinze jours du mois suivant le mois auquel ils réfèrent.

**Art. 7** – Les chèques-repas sont délivrés mensuellement, au nom du travailleur. Le contrat individuel mentionne l'octroi et le nombre de chèques-repas octroyés, ainsi que le montant brut du chèque-repas, diminué par la cotisation personnelle du travailleur.

**Art. 8** – Pour réduire les frais administratifs à un minimum, en dérogation des modalités prévues aux articles 6 et 7, les chèques repas peuvent être octroyés sur une base trimestrielle.

Les chèques-repas sont alors remis par l'employeur au travailleur soit :

- une fois par trimestre au cours des premiers quinze jours du trimestre suivant le trimestre auxquels ils réfèrent;
- au cours de chaque mois du trimestre concerné sous forme d'une avance avec un décompte définitif par trimestre au cours des premiers quinze jours du trimestre qui suit le trimestre auxquels ils réfèrent.

## **CHAPITRE IV – Date d'application**

**Art. 9** – La présente convention collective de travail prend effet au 1<sup>er</sup> mai 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.

A partir du 1<sup>er</sup> mai 2020, elle remplace la convention collective de travail du 9 octobre 2017, conclue au sein de la commission paritaire des établissements et de services de santé, concernant l'instauration d'un règlement sectoriel de chèques-repas dans les établissements de prothèse dentaire, portant le numéro d'enregistrement 143035/CO/330, déclarée de force obligatoire par l'arrêté royal du 15 juillet 2018 (M 22/08/2018).

Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent accord, moyennant un délai de préavis de trois mois, signifié par une lettre recommandée au Président de la Commission paritaire des établissements et de services de santé et à chacune des parties contractantes.